Face à la crise sanitaire : Nous ne voulons pas davantage de contrôles mais plus de justice sociale ! Abattre le capitalisme pour mieux lutter contre le virus !

Le gouvernement poursuit la mise en place sécuritaire avec des d'une société annonces lourdes de conséquences pendant les congés d'été, sans prendre le temps d'un véritable débat démocratique (seulement sa caricature avec des médias et des partis qui jouent à fond la carte des clivages, de la polémique au lieu du débat de fond, des postures de mépris social...) et encore moins d'un véritable échange scientifique.

Halte à la mascarade!

Les attaques ne concernent pas seulement les actes de la vie quotidienne mais des milliers de travailleuses et de travailleurs se voient menacé-e-s de suspension sans salaire dès le 1 septembre si ils et elles résistent aux injonctions gouvernementales.

En lieu et place de ces mesures liberticides et antisociales, nous souhaitons qu'une vraie politique de santé publique soit mise en place : levée des brevets pour permettre la vaccination partout dans le monde (en particulier des plus vulnérables). recrutement et ouverture de lits dans les hopitaux, des moyens à la hauteur des enjeux sanitaires la recherche pour socialisation publique, des entreprises pharmaceutiques, solidarité internationale pour fournir moyens humains, financiers et matériels aux pays les plus démunis, prise en charge de tous les frais par la sécurité sociale, fourniture de protections efficaces pour les personnes en ayant besoin et leur , autotests...), entourage(masque FFP2 disponibilté pour toutes et tous des tests...

Construisons ensemble un monde solidaire libéré de l'état et du capital

Au-delà de ces revendications immédiates. la société mortifère dans laquelle nous vivons ne peut que reproduire catastrophes d'ordre économique, écologique ou autres. C'est pourc cela qu'il est impératif de sortir du capitalisme où l'humain se pense en dehors du milieu vivant, qu'il se permet d'exploiter jusqu'à le détruire et se détruire lui-même. Nous devons nous organiser à la base, à l'échelle locale pour redistribuer les richesses produites, adapter la productions aux besoins réels et essentiels, réduire notre impact sur les écosystèmes qui nous permettent d'exister.

Nos milieux et nos conditions de travail sont directement impactés par cette crise sociale, politique et économique d'ampleur mondiale.

Concrètement nous devons nous mobiliser dans la rue, sur nos lieux de vie et de travail, nous organiser, dans le cadre de nos assemblées générales et de nos syndicats pour dénoncer et résister collectivement aux pressions mises sur les unes et les autres qui refuseraient de se plier aux injonctions toujours plus sécuritaires, clivantes, stigmatisantes de nos hiérarchies. La vaccination doit rester un droit et non une obligation.

C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons!